

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	9
AVANT-PROPOS	11
PRÉFACE	13
SOMMAIRE.....	15
PRINCIPALES ABRÉVIATIONS	17
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	23

PREMIÈRE PARTIE

L'ENTREPRISE, NOUVEAU SUJET DES DROITS FONDAMENTAUX ?

TITRE I - L'ascension des droits fondamentaux dans la vie de l'entreprise.....	53
Chapitre I - Les instruments de la promotion des droits fondamentaux au profit de l'entreprise.....	55
Section I - Les droits reconnus par les textes nationaux	55
I. La situation du droit français	56
A. La Déclaration française de 1789.....	56
1. Les caractéristiques de la Déclaration française de 1789.....	56
2. Le contenu de la Déclaration.....	57
3. La valeur de la Déclaration de 1789.....	57
B. Les autres sources nationales des droits de l'homme en France	59
1. Le Préambule de la Constitution française de 1946.....	60
2. Les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République française	61
II. L'état des textes camerounais	63
A. Le Préambule de la Constitution camerounaise du 18 janvier 1996.....	63
1. Le contenu du Préambule de la constitution camerounaise	63
2. La valeur des droits fondamentaux reconnus par le Préambule....	65
B. Les valeurs traditionnelles conformes aux principes démocratiques, aux droits de l'homme et à la loi.....	67
Section II - Les Droits Reconnus Par Les Textes Internationaux	69
I. Les droits reconnus par les textes régionaux	70
A. Une divergence fondée sur les systèmes de contrôle	70
1. Les mérites du système de contrôle instauré par la Convention européenne	70
2. Les carences du système de contrôle instauré dans le cadre de la Charte africaine	72
B. Les droits protégés	76

1.	La nature civile et politique des droits protégés.....	76
2.	La compatibilité des droits protégés aux entreprises commerciales.....	78
II.	Les droits consacrés par le Pacte des Nations Unies relatif aux droits civils et politiques	84
A.	Le contenu des droits protégés et le système de contrôle	84
B.	L'utilité de la protection accordée par le Pacte de New York au profit des entreprises commerciales	85
Chapitre II -	La qualification juridique de l'entreprise	89
Section I -	L'entreprise, une notion polysémique	90
I.	La patrimonialisation de l'entreprise : l'entreprise est-elle un objet de droit ?	91
A.	La patrimonialisation de l'entreprise à partir de la réalité socio- économique	91
1.	L'entreprise, entité économique	91
2.	L'entreprise, cellule sociale.....	92
B.	Les manifestations patrimoniales de l'existence de l'autonomie de l'entreprise.....	94
1.	Essai d'explication de l'autonomie juridique de l'entreprise individuelle.....	94
a)	Les éléments de l'actif propre de l'entreprise.....	95
b)	Vers un passif propre à l'entreprise commerciale ?.....	97
2.	Entreprise et patrimoine d'affectation ?	98
II.	La personnification de l'entreprise ?.....	101
A.	La société, structure d'accueil de l'entreprise.....	101
B.	L'entreprise, un concept normatif	104
Section II -	Essai de qualification juridique de l'entreprise.....	109
I.	L'entreprise, éternel sujet de droit naissant	109
A.	Des difficultés de qualification de l'entreprise	110
B.	Un réel souci de personnification de l'entreprise.....	112
II.	La nécessaire adaptation des droits fondamentaux invocables.....	114
A.	Une adaptation justifiée	114
B.	Une adaptation limitée	117
CONCLUSION DU TITRE I	120
TITRE II - Vers l'émergence d'une citoyenneté économique de l'entreprise.....		123
Chapitre I -	Une citoyenneté économique justifiée par la reconnaissance des droits de citoyen à l'entreprise	125
Section I -	L'effort jurisprudentiel de systématisation des droits fondamentaux des entreprises en droit français	127
I.	L'action du Conseil constitutionnel français	127
A.	La consécration d'un « droit constitutionnel de l'entreprise ».....	128
1.	La décision du 16 janvier 1982	128
2.	La décision du 16 octobre 1984	130
B.	L'essor du « droit constitutionnel de l'entreprise »	132
1.	Une jurisprudence constitutionnelle moins favorable à la restriction de la liberté d'entreprendre et du droit de propriété...	132

2.	Une jurisprudence constitutionnelle sensible aux exigences du principe d'égalité.....	137
II.	L'action des instances conventionnelles dans la défense des droits fondamentaux des entreprises en France	141
A.	Une action dynamique de la Cour européenne des droits de l'homme	141
1.	L'applicabilité de principe de la CEDH aux entreprises commerciales.....	141
a)	Les droits substantiels.....	142
b)	Les garanties procédurales.....	145
2.	L'incidence de la Convention en droit interne français	148
B.	L'action utile de la Cour de justice des communautés européennes.....	152
1.	La prise en compte des droits fondamentaux de l'homme dans l'ordre économique européen.....	153
2.	Le fondement conceptuel de la jurisprudence communautaire... ..	156
a)	Un fondement institutionnel	156
b)	Une jurisprudence européenne spécifiquement communautaire	157
i)	Les divergences néfastes à l'unité du concept des droits fondamentaux et à la protection « efficace » des entreprises commerciales.....	158
ii)	L'accroissement des garanties des opérateurs économiques par l'intégration des concepts communautaires plus protecteurs.....	159
Section II -	La protection lacunaire des droits fondamentaux des entreprises, par le droit positif camerounais.....	162
I.	Les causes de l'ineffectivité de la protection des droits fondamentaux du citoyen économique	163
A.	L'attitude du justiciable économique.....	164
1.	L'inertie du citoyen économique.....	164
2.	La crainte des représailles	169
B.	Les causes tenant aux pouvoirs publics	170
1.	Les incertitudes du droit.....	170
2.	La « fragilisation » du pouvoir du juge.....	172
II.	Les conditions d'une véritable protection des droits fondamentaux des entreprises	176
A.	Le respect de la réglementation en matière économique par les autorités administratives : l'abandon souhaitable de l'approche « développementaliste » des pratiques administratives	177
B.	La réhabilitation du juge dans sa fonction de gardien des libertés individuelles	179
1.	Le changement d'approche dans l'appréhension des sujets de droits fondamentaux : la nécessité d'une réécriture du contenu des normes relatives aux droits fondamentaux	179
2.	La consolidation du statut du juge.....	181
3.	La formation des acteurs économiques aux nouveaux enjeux des droits fondamentaux dans la vie des affaires	183
CONCLUSION DU CHAPITRE I	185

Chapitre II - La citoyenneté économique de l'entreprise envisagée sous l'angle de ses devoirs	187
Section I - La responsabilité pénale des entreprises en droit français et camerounais : une approche différenciée	188
I. Un principe affirmé en droit français.....	189
A. Le fondement de la responsabilité pénale de l'entreprise	190
1. Les fondements invoqués.....	190
a) La responsabilité indirecte ou dite par ricochet	191
b) La responsabilité personnelle.....	195
2. Un domaine d'application plus cohérent.....	198
B. L'incidence de la responsabilité pénale de l'entreprise sur celle de son chef	201
1. L'admission du cumul de responsabilités	202
2. La pratique judiciaire	206
II. Un système camerounais de responsabilité pénale des entreprises en graduelle construction	207
A. L'absence d'un principe de responsabilité des entreprises par voie pénale judiciaire	208
1. Les raisons du classicisme.....	209
a) Le pragmatisme camerounais.....	209
b) La prudence injustifiée du législateur Ohada	211
2. L'utilité du principe de la responsabilité pénale des entreprises par voie judiciaire.....	215
a) Une répression plus juste.....	215
b) Le souci de réparation du préjudice	216
B. L'irruption d'un système de responsabilité quasi-pénale des entreprises en droit positif camerounais.....	218
1. L'utilité de la sanction administrative répressive des entreprises.....	219
2. La nature juridique controversée de la sanction administrative répressive.....	221
Section II - L'action spontanée de l'entreprise dans la reconnaissance de ses devoirs : la création des normes d'éthique.....	223
I. La raison d'être des normes d'éthique	225
A. Le souci de normalisation professionnelle	225
1. Les objectifs	225
a) Les relations externes à l'entreprise ou au groupe d'entreprises	226
b) Les relations internes.....	227
2. L'autonomie de la méthode.....	230
B. L'attitude de l'État	234
1. L'exigence de normes relativement techniques	235
2. L'existence de pouvoirs privés économiques.....	236
a) Des opérateurs économiques incontournables	236
b) Les pouvoirs privés économiques et l'état de droit.....	239
CONCLUSION DU TITRE II.....	242
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE	243

DEUXIÈME PARTIE

L'ENTREPRISE, SIÈGE DES DROITS FONDAMENTAUX

TITRE I - L'existence des droits fondamentaux des salariés de l'entreprise.....	255
Chapitre I - Des droits fondamentaux propres aux salariés de l'entreprise	259
Section I - Les droits fondamentaux des salariés de nature collective.....	260
I. Les droits concernés.....	261
A. Le droit de grève, liberté individuelle exercée collectivement	261
B. La liberté syndicale	265
II. Des droits diversement protégés	269
A. La protection légale du droit de grève.....	269
B. La protection de la liberté syndicale	274
1. Les moments protégés.....	274
a) L'interdiction des discriminations à l'embauche	275
b) L'interdiction des discriminations au cours de l'emploi	276
2. Les modes de protection.....	279
a) La garantie pénale	279
b) La garantie civile	283
Section II - Les droits fondamentaux du salarié de nature individuelle : la protection de la liberté de travail.....	287
I. La liberté du travail, simple faculté juridique ?	288
A. La liberté de travailler	290
1. La liberté de travailler des individus en quête d'emploi	290
2. La liberté de travailler des salariés embauchés	293
a) La liberté des salariés de travailler pour le compte de leur employeur : un principe contesté.....	293
b) La liberté d'un salarié de travailler pour le compte d'autres employeurs : un principe indiscuté.....	294
B. La liberté de ne pas travailler	296
1. La liberté de refuser un travail	297
2. Le droit de ne plus travailler ou de cesser de travailler.....	301
II. Une liberté du travail limitée par la possibilité matérielle de travailler	303
A. La difficile juridicité de l'existence d'un droit subjectif à obtenir un emploi.....	304
B. La liberté du travail limitée par l'obligation d'exécuter le contrat de bonne foi	308
1. Les obligations générales du salarié.....	308
2. Les clauses contractuelles limitant la liberté du travail.....	309
Chapitre II - L'extension des droits fondamentaux de citoyen aux salariés de l'entreprise	313
Section I - L'étendue des droits fondamentaux de citoyen-salarié	315
Préliminaire : l'examen de la notion de vie personnelle	318
I. Le respect des « libertés civiles » du salarié : la protection de sa vie privée.....	321
A. L'existence d'une vie privée du salarié.....	322
1. La non-interférence de la vie privée du salarié à l'embauche.....	322

2. La non-interférence des éléments de la vie privée sur le statut du salarié	327
B. Les fondements de la protection de la vie privée du salarié	334
II. Les libertés publiques du salarié, autre composante de la vie personnelle	337
A. La liberté d'expression	338
B. La liberté religieuse	342
1. La liberté religieuse face à la subordination dans l'entreprise neutre	342
a) Le respect des croyances par l'entreprise neutre ou la neutralité religieuse de l'entreprise neutre	343
b) Le respect des obligations de conscience du salarié	345
2. La liberté religieuse dans les entreprises et institutions à caractère religieux	347
Section II - L'exercice des libertés du citoyen-salarié	352
I. L'éviction des droits et libertés des salariés ou le primat de l'entreprise	352
A. La notion d'intérêt de l'entreprise : un principe légitime ?	353
B. Le contrôle de l'intérêt de l'entreprise	356
II. La promotion d'une nouvelle conciliation entre les intérêts de l'entreprise et les droits fondamentaux des salariés	359
CONCLUSION DU TITRE I	365

TITRE II - Les garanties d'exercice des droits fondamentaux des salariés de l'entreprise	369
Chapitre I - Les garanties non-juridictionnelles	371
Section I - L'identification des garanties des droits fondamentaux	371
I. La réglementation étatique	371
A. L'obligation de conformité de l'employeur	372
B. Le rapport de compatibilité	377
II. La réglementation patronale, « bouclier des libertés individuelles » ?	377
A. Le règlement intérieur, émanation du pouvoir patronal	378
B. Le règlement intérieur, garantie d'exercice des droits fondamentaux	382
Section II - Une exigence d'attitude	385
I. L'attitude de vigilance	386
A. L'action encourageante du législateur	386
B. Une action plus dynamisante des organisations collectives des salariés	389
C. L'action limitée de l'autorité administrative du travail	392
II. L'attitude de respect	394
Chapitre II - Les garanties juridictionnelles	397
Section I - Le renforcement des sanctions civiles	398
I. Le choix de la nullité	399
II. La mise en œuvre de la sanction : le problème de la réintégration du salarié dans l'emploi	404
Section II - Le bien-fondé des sanctions pénales	409
I. Le rôle de la sanction pénale dans les relations de travail	410

A. La sanction pénale, facteur d'effectivité du droit du travail	410
B. Les particularismes procéduraux du droit pénal du travail, facteurs d'ineffectivité de la protection des droits fondamentaux des salariés	415
1. La constatation de l'infraction.....	415
2. Le déclenchement des poursuites contre l'employeur délinquant.....	419
3. L'aboutissement des poursuites	422
II. La répression des infractions pénales du travail	428
A. Le délit d'entrave	428
1. L'élément matériel	428
2. L'élément moral du délit d'entrave.....	434
B. La discrimination	437
1. L'existence d'une discrimination.....	437
2. Le contenu des mesures discriminatoires.....	443
a) La discrimination anti-syndicale	443
b) Les autres types de discriminations sanctionnées par la réglementation pénale du travail	446
CONCLUSION DU TITRE II.....	450
CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE.....	453
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	457
BIBLIOGRAPHIE.....	461
INDEX ALPHABÉTIQUE	515
TABLE DES MATIÈRES.....	521